



Pétition contre la fermeture des instituts de formation du CFDC

En raison du projet ZAC Ville de Paris qui s'étend sur les terrains de la gare d'Austerlitz et de la Pitié-Salpêtrière et qui entraîne la démolition de certains bâtiments en 2017, l'AP/HP projetait un déménagement de l'IFTS et de l'IFTLM au sein du Campus PICPUS. Ce campus installé sur le site de l'hôpital Rothschild devait regrouper certains instituts de formation initiale, des centres de formation continue du Centre de Formation et du Développement des Compétences et la direction de l'informatique située au siège. En octobre 2015 **les deux équipes de ces instituts travaillaient encore sur les plans des locaux et se projetaient dans leur future organisation du travail.**

Le 9 Novembre à 10 h 00, sans le moindre signe avant coureur, la Direction du CFDC s'est rendue à l'**IFTS**, Institut de Formation en Travail Social et a convoqué, sur le champ, l'ensemble des personnels présents. Il a été annoncé aux agents **la fermeture définitive de l'école** et la suppression du concours d'admission 2016, ainsi qu'une demande de continuer à former les étudiants des trois promotions restantes jusqu'à la fin de leur cursus.

Le lendemain de la rencontre avec le Directeur la sélection de l'IFTS, pour la rentrée 2016, était annulée.

La direction du CFDC, réunit aussi dans l'urgence le 9 novembre dans l'après-midi l'équipe pédagogique de l'**IFTLM**, Institut de Formation de Technicien de Laboratoire Médical. Il annonce alors **l'arrêt de la formation initiale** de technicien de laboratoire en 2018 et la suppression du prochain concours d'entrée. Les raisons invoquées sont le coût trop élevé de la formation et le nombre insuffisant de candidats se présentant au concours.

Cette semaine du 11 novembre occasionnant la pause de jours de congés, les effectifs des deux écoles était quasi réduits de moitié.

Les arguments invoqués par la Direction pour la fermeture de l'IFTS étaient les suivants :

- L'IFTS participe à hauteur de 140 000 euros au déficit de 4 millions d'euros de l'ensemble du CFDC.

Or jamais aucune donnée budgétaire en ce sens n'avait été transmise à l'équipe.

- Le coût de la revalorisation indiciaire des cadres au CFDC dont l'IFTS serait partie prenante.

Or les cadres socio-éducatifs n'ont bénéficié d'aucune revalorisation indiciaire.

De plus, en un an deux postes de formateurs ont été supprimés plus un congé de maternité non remplacé.

- L'absence d'étudiants bénéficiant de la promotion professionnelle au sein de l'institut.

Or la direction a supprimé les financements depuis 2014.

- Une baisse du nombre des candidats au concours d'admission.
Or les effectifs globaux sur les trois promotions sont constants d'une centaine d'étudiants depuis de nombreuses années.
- Une école mono filière peu compatible avec la réforme des formations en travail social.
Or l'ouverture d'une filière Educateur Jeunes Enfants était un projet institutionnel et deux formateurs EJE ont été recrutés dans ce sens.

En ce qui concerne l'IFTLM, cette décision soudaine s'oppose totalement aux objectifs institutionnels portés par notre direction dans le cadre du projet « PICPUS ». Elle intervient sans **qu'aucun bilan des efforts fournis depuis 2 ans par l'équipe n'ait été demandé** par cette même direction.

Supprimer la formation initiale est le premier pas d'une stratégie visant à **affaiblir la profession de Technicien de Laboratoire Médical.**

Pourtant, l'IFTS est une des rares **écoles publiques** de la région Parisienne et l'IFTLM la seule. Ces deux équipes sont composées de formatrices et d'assistants dynamiques et innovants, de professionnels engagés, motivés et tournés vers l'avenir.

Les deux équipes effectuent **un accompagnement de proximité et de qualité auprès des étudiants.** Les résultats au diplôme d'Etat de L'IFTS sont toujours au dessus de la moyenne régionale.

De plus les étudiants des deux écoles **trouvent sans difficulté des postes au sein de l'institution dès l'obtention de leur diplôme.**

Pour les personnels présents l'effet de surprise a laissé place à la sidération, à l'incompréhension face à cette liquidation sans appel et sans préalable alors que le plan stratégique de l'AP/HP affirme dans son projet d'établissement social et professionnel 2015/2019 :

« La place de l'AP/HP comme principal centre de formation paramédical et social de la région Ile de France... Les débouchés et l'employabilité sont importants et permettent une insertion professionnelle rapide ».

Alors les professionnels ne comprennent pas la décision de la fermeture brutale et soudaine de leurs instituts. Pour l'IFTS, cette fermeture est un symbole et questionne sur la place et le devenir du travail social à l'APHP.

Quel accompagnement social des patients et des familles se dessine et quel sera le devenir des professionnels Assistants de service social au sein de l'Institution hospitalière ?

Aujourd'hui, nous devons faire face à une Direction Générale qui n'a cessé de mentir et se comporte comme les pires entreprises du secteur privé, et une direction du CFDC qui n'a pas daigné informer les instances représentatives des personnels de ce projet de fermeture.

Nous n'avons pas oublié qu'il y a quelques années la DG de l'époque avait décidé de faire disparaître le Centre de Formation Continue des Personnels Hospitaliers pour faire des économies. Aujourd'hui, DPC paramédical oblige, l'institution est bien aise de posséder le CFCMPPPH dans ses murs !

Aucune vision d'avenir n'est à l'œuvre avec un Directeur Général qui a **des ambitions à courte vue pour l'APHP** et qui ne sert que les intérêts opportunistes de quelques-uns.

Martin Hirsch pourra s'enorgueillir d'avoir organisé l'enterrement de première classe du social à l'APHP !

Cette attitude ne peut que questionner les personnels des IFSI et des écoles spécialisées sur leur devenir au sein de l'APHP.